



Nom de l'acheteur :
CNRS – Délégation Occitanie Ouest
16 Avenue Édouard Belin
BP 24367
31055 TOULOUSE Cedex 4



05.61.33.60.00



05.62.17.29.01

ACCORD-CADRE N°25.14.003

**FOURNITURE DE FPM (FOCAL
PLANE MODULES) POUR LES
CAMERAS NECTARCAM DE
L'OBSERVATOIRE CHERENKOV
TELESCOPE ARRAY (CTA) POUR
LE COMPTE DE L'IRAP-CNRS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)
N°25021 DU 7/04/2025**

Le marché relatif à la fourniture et la livraison de FPM (Focal Plane Modules) pour les caméras NectarCAM de l'observatoire Cherenkov Telescope Array (CTA) pour le compte de l'IRAP-CNRS est conclu par :

**Le Centre National de la Recherche Scientifique représenté par
La Personne Responsable des Marchés (PRM)**

CNRS - Délégation Occitanie Ouest

Monsieur le Délégué Régional

16, Avenue Édouard Belin

BP 24367

31055 Toulouse Cedex 4

Tél : 33 (0)5 61 33 60 00

Fax : 33 (0)5 62 17 29 01

N° de TVA intracommunautaire: FR40 180.089.013.00676

Il est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat, et notamment par les dispositions :

- Du Code de la commande publique du 01/04/2019, résultant des dernières modifications ;
- Du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics industriels – CCAG-MI, disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310523> NOR ECOM2106873A ;

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français. Les tribunaux français sont seuls compétents.

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHE	5
2	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
3	FORME DU MARCHE	6
3.1.	Présentation générale	6
3.2.	Minimum et maximum de commande de l'accord-cadre	6
4	MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET ORGANISATION PREVISIONNELLE DE L'ACCORD-CADRE	7
5	LIEU D'EXECUTION - LIVRAISON	8
6	PRISE D'EFFET/DUREE/DELAJ D'EXECUTION	8
6.1.	Prise d'effet de l'accord-cadre	8
6.2.	Durée de validité de l'accord-cadre	8
6.3.	Durée de validité des bons de commande	8
6.4.	Bon de commande : début et délais d'exécution	8
6.4.1.	Bon de commande : « Fourniture de FPM pour les caméras 1, 2, 3, 4 et 5 NectarCam »	8
6.4.2.	Bon de commande : « Fourniture de FPM pour une caméra NectarCam »	8
6.4.3.	Bon de commande : Prestation Vérification X-Ray Inspection des cartes IB et Prestation Vérification X-Ray Inspection des cartes HVPA	9
6.4.4.	Bon de commande : Prestation de stockage	9
6.5.	Dispositions communes sur les délais d'exécution	9
7	FORME ET CONTENU DES PRIX	9
7.1.	Forme des prix	9
7.2.	Modalités de variation des prix	9
7.3.	Contenu des prix	10
8	OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	10
9	GARANTIES	11
9.1.	Garanties légales	11
9.2.	Garanties contractuelles	11
10	PENALITES	12
10.1.	Pénalités pour retard d'exécution	12
10.1.1.	Pénalités pour le bon de commande Fourniture de FPM pour la caméra n°1 NectarCam	12
10.1.2.	Pénalités pour le bon de commande Fourniture de FPM pour les caméras 1, 2, 3, 4 et 5 NectarCam	12
10.1.3.	Pénalités pour le bon de commande Fourniture de FPM pour une caméra NectarCam	13
10.2.	Pénalités pour manquement à une obligation contractuelle	13
10.3.	Pénalités pour déport des prestations non autorisé	13
10.4.	Pénalité pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail	13
10.5.	Pénalités pour non-respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD), des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité	13
11	CLAUSES DE FINANCEMENT	14
11.1.	Bon de commande : Fourniture de FPM pour les caméras 1, 2, 3, 4 et 5 NectarCam	14

a. Avance	14
b. Acomptes	14
c. Solde	15
11.2 Bon de commande : Fourniture de FPM pour une caméra NectarCam	15
a. Avance	15
b. Acomptes	16
c. Solde	16
11.3 Bon de commande : Prestation de stockage	16
11.4 Bon de commande : Prestations X-Ray Inspection des cartes IB et HVPA	16
a. Avance	16
b. Acompte	16
c. Solde	17
12 MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DES PRESTATIONS OBJET DE L'ACCORD-CADRE	17
12.1. Unité monétaire	17
12.2. Facturation électronique	17
12.3. Présentation des demandes de paiement	17
12.4. Délai de paiement – intérêts moratoires	18
12.5. Règlement des prestations	18
12.6. Comptable assignataire – Cession de créances de l'accord-cadre	18
13 ASSURANCE	19
14 RESILIATION	19
14.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	19
14.2. Résiliation pour inexactitude des documents et renseignements communiqués	19
14.3. Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire	19
15 LITIGES RELATIFS A L'ACCORD-CADRE	19
16 OBLIGATION DE RESULTAT, D'INFORMATION ET DE CONSEIL	19
17 DROITS DE PROPRIÉTÉ ET CONFIDENTIALITÉ	20
18 SOUS-TRAITANCE ET DECLARATION DES ACTEURS CLES	21
18.1. Généralités	21
18.2. Déclaration d'un sous-traitant	21
18.3. Modalités de paiement direct des sous-traitants	21
18.4. Déclaration des acteurs clés	21
19 MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL	22
20 CLAUSE ZRR (ZONE A REGIME RESTRICTIF)	23
20.1. Mesures de sécurité	23
20.2. Autorisation d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants	23
20.3. Mesures de portée générale	25
21 CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	25
22 CLAUSES PARTICULIERES	25
23 DEROGATIONS AU CCAG-MI	26

Dans le présent CCAP,

Le CNRS est dénommé « le CNRS » ou « l'acheteur » ;





Le prestataire est dénommé « le Titulaire ».

1 OBJET DU MARCHÉ




Le présent marché porte sur la fourniture et la livraison de FPM (Focal Plane Modules) pour les caméras NectarCAM de l'observatoire Cherenkov Telescope Array (CTA) pour le compte de l'IRAP-CNRS, selon les spécifications techniques définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°25022.

L'acheteur communiquera au titulaire le nom de la personne chargée du suivi de l'exécution des prestations lors de la notification de l'accord-cadre.

Les codes NACRES (Nomenclature des Achats de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) pertinents sont :

-  **OA15 - OPTO : DETECTEURS ET AUTRE MATERIEL D'OPTOELECTRONIQUE (HORS CAMERAS)**
-  **OA51 - SYSTEMES OPTIQUES OU OPTO ELECTRONIQUES COMPLEXES**
-  **TA.05 - CARTES ELECTRONIQUES (REALISATION ET CABLAGE)**
-  **TA.04 - CIRCUITS IMPRIMES MULTICOUCHES (PCB) STANDARDS OU A FACON**

Les codes nomenclatures CPV pertinents sont :

-  **31700000-3 - FOURNITURES ELECTRONIQUES, ELECTROMECHANIQUES ET ELECTROTECHNIQUES.**
-  **30237131 - CARTES ELECTRONIQUES**
-  **31712300 - CIRCUITS IMPRIMES**

2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- 1°) l'acte d'engagement (formulaire ATTRI), et son annexe 1 nommée « 25.14.003_Annexe 1 à l'ATTRI_BPU et délais d'exécution » constituant l'offre financière et l'offre en termes de délais d'exécution du titulaire ;
- 2°) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°25021 ;
- 3°) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°25022 et son annexe 1 « Dossier Documentation technique » constituée des documents techniques ci-dessous :
 - AD 1 : Liste des composants électroniques
 - AD 2 : Liste des PMT
 - AD 3 : Liste des éléments mécaniques du DU
 - AD 4 : Dossier design carte IB
 - AD 5 : Spécification tests carte IB
 - AD 6 : Dossier design carte HVPA
 - AD 7 : Spécification tests carte HVPA
 - AD 8 : Procédure de soudage du PMT
 - AD 9 : Procédure de montage mécanique d'un DU unitaire
 - AD 10 : Spécification tests DU
 - AD 11 : Procédure d'assemblage mécanique d'un FPM
 - AD 12 : Spécification tests FPM
 - AD 13 : Spécification stockage des éléments
- 4°) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés industriels – CCAG-MI, disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310523> NOR ECOM2106873A ;
- 5°) L'offre technique du titulaire composée à minima du Cadre de réponse technique (CRT) »,
- 6°) Toute documentation du titulaire qui complète le CRT ;
- 7°) Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Le présent CCAP exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

Toute clause, portée dans la proposition du titulaire ou documentation quelconque et contraire, modifiant ou réduisant la portée des dispositions des autres pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. **Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

3 FORME DU MARCHÉ

3.1. Présentation générale

Le marché est accord-cadre qui s'exécute exclusivement au moyen de bons de commande en application de l'article R2162-2 alinéa 2° du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire (conclus avec un seul opérateur économique).

L'accord-cadre prévoit les prestations suivantes :

- Bon de commande : « Fourniture de FPM pour les caméras 1, 2, 3, 4 et 5 NectarCam »
- Bon de commande : « Fourniture de FPM pour une caméra »
- Bon de commande : Prestation Vérification X-Ray Inspection des cartes IB
- Bon de commande : Prestation Vérification X-Ray Inspection des cartes HVPA
- Bon de commande : Prestations de stockage des FPM

3.2. Minimum et maximum de commande de l'accord-cadre

Conformément à l'article R2162-4 1° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec un montant minimum (en quantité) et avec un montant maximum (en quantité).

Le pouvoir adjudicateur s'engage à commander a minima les prestations suivantes :

- Bon de commande : « Fourniture de FPM pour les caméras 1, 2, 3, 4 et 5 NectarCam »
soit 1146 FPM, 40 IB, 50 HVPA, 105 DU réparti comme suit

Caméras	Quantité de FPM	Quantité carte IB de remplacement (dit spare)	Quantité carte HVPA de remplacement (dit spare)	Quantité DU de remplacement (dit spare)
Caméra 1	46	8	10	21
Caméra 2	275	8	10	21
Caméra 3	275	8	10	21
Caméra 4	275	8	10	21
Caméra 5	275	8	10	21

➤ **Le maximum en quantité est fixé à :**

- 3071 FPM + 96 IB spares + 120 HVPA spares + 252 DU spares, correspondant à 12 caméras répartis comme indiqué dans le tableau ci-dessous,
- Prestation Vérification X-Ray Inspection de 200 cartes IB (correspondant aux 12 caméras)
- Prestation Vérification X-Ray Inspection des 1115 cartes HVPA (correspondant aux 12 caméras)
- Pour trois (3) caméras, une prestation de stockage maximale six mois (cf. article 9.6.3 du CCTP n°25022)

Caméra	Quantité de FPM	Quantité carte IB de remplacement (dit spare)	Quantité carte HVPA de remplacement (dit spare)	Quantité DU de remplacement (dit spare)
Caméra 1	46	8	10	21
Caméra 2	275	8	10	21
Caméra 3	275	8	10	21
Caméra 4	275	8	10	21
Caméra 5	275	8	10	21
Caméra 6	275	8	10	21
Caméra 7	275	8	10	21
Caméra 8	275	8	10	21
Caméra 9	275	8	10	21
Caméra 10	275	8	10	21
Caméra 11	275	8	10	21
Caméra 12	275	8	10	21
TOTAL	3071	96	120	252

La quantité maximale n'engage pas le CNRS. Il ne correspond pas au budget du CNRS alloué au marché. Il représente le montant maximum des commandes que le CNRS est susceptible de passer auprès du Titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre.

4 MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET ORGANISATION PREVISIONNELLE DE L'ACCORD-CADRE

L'IRAP est l'interlocuteur du Titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.

L'IRAP s'engage à commander a minima :

- Bon de commande : « Fourniture de FPM 1, 2, 3, 4 et 5 NectarCam »

Organisation :

La notification de l'accord-cadre vaut commande de la prestation « Fourniture de FPM pour les caméras 1, 2, 3, 4 et 5 NectarCam ».

Pour les autres prestations à bons de commande (hors partie minimale de l'accord-cadre), l'IRAP notifiera un (des) bon(s) de commande dès survenance du besoin.

5 LIEU D'EXECUTION - LIVRAISON

La prestation s'exécute dans les locaux du titulaire.

Le lieu et les modalités de livraison sont précisés dans le CCTP n°25022.

6 PRISE D'EFFET/DUREE/DELAI D'EXECUTION

6.1. Prise d'effet de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date notification au Titulaire.

Les bons de commande prennent effet à compter de leur notification au Titulaire.

La notification de l'accord-cadre vaut commande de la partie minimale.

6.2. Durée de validité de l'accord-cadre

La durée de validité de l'accord-cadre est la durée pendant laquelle les bons de commande pourront être passés par l'acheteur (CNRS).

Par dérogation à l'article L2125-1 du Code de la commande publique, la durée de validité de l'accord-cadre est de 60 mois ferme à compter de sa notification.

6.3. Durée de validité des bons de commande

Chaque bon de commande s'achève à l'issue de la période de garantie des prestations commandées.

Le Titulaire reste engagé envers le CNRS jusqu'à la fin du délai de garantie prévu au titre du présent accord-cadre.

6.4. Bon de commande : début et délais d'exécution

En cas de non-respect, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

6.4.1. Bon de commande : « Fourniture de FPM pour les caméras 1, 2, 3, 4 et 5 NectarCam »

a) Délai global d'exécution

Le délai global d'exécution est au maximum de 24 mois.

Le délai débute le lendemain de la notification du bon de commande.

Le délai global d'exécution est celui sur lequel s'engage le titulaire dans l'annexe 1 à l'ATTRI nommée « 25.14.003_Annexe 1 à l'ATTRI_BPU et délais d'exécution ».

b) Décomposition du délai global d'exécution par caméra

La livraison de FPM est échelonnée et se fait par lot de caméra.

Le titulaire s'engage sur les délais d'exécution par lot de FPM dans l'annexe 1 à l'ATTRI nommée « 25.14.003_Annexe 1 à l'ATTRI_BPU et délais d'exécution ».

Pour les FPM de la caméra 1, **le délai global maximum est de 6 mois** à compter du lendemain de la notification de l'accord-cadre.

Pour les FPM des caméras 2, 3, 4 et 5, l'IRAP souhaite une livraison de FPM par caméra tous les 2 mois.

6.4.2. Bon de commande : « Fourniture de FPM pour une caméra NectarCam »

Le délai global d'exécution est au maximum de 3 mois.

Le délai débute le lendemain de la notification du bon de commande.

Le délai global d'exécution est celui sur lequel s'engage le titulaire dans l'annexe 1 à l'ATTRI nommée « 25.14.003_Annexe 1 à l'ATTRI_BPU et délais d'exécution ».

6.4.3. Bon de commande : Prestation Vérification X-Ray Inspection des cartes IB et Prestation Vérification X-Ray Inspection des cartes HVP

Par principe, c'est en cours de fabrication de FPM que l'IRAP peut avoir besoin de commander une vérification X-Ray. Si la prestation est commandée, elle est intégrée dans le processus de fabrication de FPM qui a été commandée, tel que le délai d'exécution du bon de commande Fourniture de FPM commandé n'est pas modifié (pas de suspension).

6.4.4. Bon de commande : Prestation de stockage

L'exécution débute le lendemain de la notification du bon de commande.

6.5. Dispositions communes sur les délais d'exécution

Sont exclus des délais d'exécution les délais nécessaires pour réaliser les opérations de vérification.

Les délais d'exécution sont suspendus si l'IRAP ne remet pas un livrable dans les délais impartis.

7 FORME ET CONTENU DES PRIX

7.1. Forme des prix

Prestations	Forme des prix
Fourniture de FPM pour les caméras 1, 2, 3, 4 et 5 NectarCam	Global et forfaitaire
Fourniture de FPM pour une caméra	Unitaire
Prestation Vérification X-Ray Inspection des cartes IB	Unitaire
Prestation Vérification X-Ray Inspection des cartes HVP	Unitaire
Prestations de stockage des FPM	Global et forfaitaire

Les prix sont exprimés en euro (€) et en hors-tax (H.T.).

7.2. Modalités de variation des prix

Le prix de toutes les prestations prévues dans l'accord-cadre sont fermes la première année de l'accord-cadre.

Les prix des prestations listées ci-dessous peuvent être révisés :

- Bon de commande : « Fourniture de FPM pour une caméra »
- Bon de commande : Prestation Vérification X-Ray Inspection des cartes IB
- Bon de commande : Prestation Vérification X-Ray Inspection des cartes HVP
- Bon de commande : Prestations de stockage des FPM

Les prix sont révisables (à la hausse comme à la baisse) annuellement, soit (1) fois tous les ans à la date anniversaire de l'accord-cadre, par référence à l'évolution du tarif public du titulaire.

Par « tarif public du titulaire », le CNRS comprend les tarifs appliqués aux structures de même ampleur.

Le titulaire transmet à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception les prix dument révisés et le(s) barème(s) utilisé(s) au plus tard 45 jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les documents suivants devront parvenir au CNRS dans le cadre de la présente demande de révision :

- Le barème appliqué à l'ensemble de la clientèle du titulaire, daté et numéroté,
- L'ensemble des barèmes successifs pratiqués par le titulaire depuis la notification de l'accord-cadre.

A compter de la réception de la demande de révision, le CNRS dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour étudier la

demande. L'absence de réponse de la part du CNRS sous 30 jours calendaires après réception de la demande de révision vaut acceptation.

Le CNRS se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité ni préavis si l'augmentation d'un tarif est supérieure à 5%.

Les prix de règlement ne sont pas révisables. Seuls les prix de référence portés dans le bordereau des prix, servant de base à l'émission des bons de commande, le sont.

7.3. Contenu des prix

Conformément à l'article 11 du CCAG-MI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'industrialisation et à l'outillage, au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 19.4 du CCAG-MI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire certifie que les prix sur lesquels il s'est engagé n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci, en cas de modifications fiscales, sont facturées et réglées aux taux applicables le jour d'exécution de la prestation.

8 OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées dans les conditions prévues dans les documents particuliers de l'accord-cadre conformément à l'article 32 du CCAG-MI et notamment selon les modalités et protocoles prévus au CCTP n°25022.

Les décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet sont effectuées par le Directeur de l'IRAP ou son représentant.

➤ Dispositions communes :

A l'issue des opérations de vérification, l'IRAP-CNRS prend selon le cas, une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

- L'« admission » (dite également « réception ») est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations répondent aux stipulations de l'accord-cadre. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission
- L'« ajournement » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point,
- La « réfaction » est la décision prise par l'acheteur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état,
- Le « rejet » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations sont incomplètes et/ou. non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état.

En tout état de cause, les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

Par dérogation 34 du CCAG/MI, les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par le Directeur de l'IRAP ou son représentant.

Par dérogation à l'article article 33.1 du CCAG-MI, les délais de constatation dont dispose l'acheteur sont les suivants :

- pour débiter en usine les vérifications ouvrant droit à paiement pour solde ou règlement partiel définitif, le délai est de quinze jours à partir de la réception, par l'acheteur, de l'avis de présentation adressé par le titulaire ou à compter de la date de présentation fixée par cet avis, si elle est postérieure ;
- pour effectuer les opérations de vérification en usine et pour notifier sa décision, l'acheteur dispose de trente jours ;
- pour effectuer les opérations de vérification dans les lieux de livraison prévus dans les documents particuliers du marché et notifier sa décision, l'acheteur dispose de quinze jours à compter de l'arrivée des prestations à

destination. Lorsqu'une épreuve technique est imposée après la livraison, ce délai est alors de trente jours à compter de l'arrivée des prestations à destination.

Suite aux opérations de vérification, si la prestation est non conforme, la prestation est refusée et son remplacement demandé. Dans ce cas, tous les frais occasionnés sont supportés par le Titulaire de l'accord-cadre. Le délai laissé au titulaire pour procéder au remplacement de la prestation est précisé par ordre de service, après consultation du titulaire.

Une prestation refusée est considérée comme non-livrée et les pénalités de retard prévues au présent CCAP sont susceptibles de s'appliquer jusqu'à la date de livraison de FPM conformes.

9 GARANTIES

9.1. Garanties légales

Les garanties légales telles que définies aux articles L.1641 et suivants du Code civil (vices cachés), L.1245 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L.421-1, L.421-3 et L.421-4 du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux prestations de l'accord-cadre.

9.2. Garanties contractuelles

Tous éléments, accessoires inclus, livrés dans le cadre de l'accord-cadre sont garantis dans les conditions prévues à cet article.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-MI, toutes les prestations exécutées au titre du présent accord-cadre font l'objet d'une **garantie minimale de 24 mois**.

La garantie commence le lendemain de la date d'admission des prestations par l'acheteur.

Précision pour le Bon de commande « fourniture de FPM pour les caméras 1, 2, 3, 4 et 5 » :

Caméras	Quantité de FPM et spares associés à fournir	Départ de la garantie pour Fourniture de FPM pour les caméras 1, 2, 3, 4 et 5
Caméra 1	46+ 8 IB + 10 HVPA +21 DU	Garantie débute le lendemain de l'admission définitive des FPM pour la caméra 1
Caméra 2	275 FPM + 8 IB + 10 HVPA +21 DU	Garantie débute le lendemain de l'admission définitive des FPM pour la caméra 2
Caméra 3	275 FPM + 8 IB + 10 HVPA +21 DU	Garantie débute le lendemain de l'admission définitive des FPM pour la caméra 3
Caméra 4	275 FPM + 8 IB + 10 HVPA +21 DU	Garantie débute le lendemain de l'admission définitive des FPM pour la caméra 4
Caméra 5	275 FPM + 8 IB + 10 HVPA +21 DU	Garantie débute le lendemain de l'admission définitive des FPM pour la caméra 5

Si le titulaire a proposé dans son offre une garantie plus longue que la garantie minimale, les éléments de son offre qui sont plus favorables à l'acheteur que celles qui sont stipulées dans le présent CCAP l'engagent dans le cadre de l'accord-cadre.

Au titre de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses sans limite de montant, la main d'œuvre, les frais de déplacement et de séjour de personnel sur site, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessité par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations sur le site d'utilisation ou que le fournisseur ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Pour l'application du présent article, le pouvoir adjudicateur établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le Titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du Titulaire dès la constatation de l'anomalie par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque la réparation d'une défectuosité incombe au titulaire, la demande de remise en état correspondante doit lui être notifiée sans retard par ordre de service.

Lorsque les délais dont dispose le titulaire pour effectuer les réparations ne sont pas fixés dans les documents particuliers de l'accord-cadre, ils sont déterminés par ordre de service, d'un commun accord entre le titulaire et le CNRS.

Le titulaire doit exécuter immédiatement l'ordre de service, même s'il fait des réserves sur la mise en jeu de la garantie technique.

Le dépassement du délai de réparation est sanctionné par des pénalités dans les conditions de l'article 10.1 du présent CCAP.

L'assiette de calcul de la pénalité porte sur la valeur, hors taxes, de la prestation dont l'utilisation est subordonnée à l'exécution des réparations. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Les réclamations relatives à des pièces défectueuses ou à un dysfonctionnement de tout ou partie du matériel livré, émanent du représentant du pouvoir adjudicateur.

10 PENALITES

Les pénalités sont applicables et cumulables pendant toute la durée de l'accord-cadre. L'acheteur peut décider de les appliquer dès le 1^{er} euro (€).

Le plafond des pénalités applicables à l'accord-cadre est égal à 30% du montant du bon de commande concerné par la pénalité.

En application de l'article 15.1 du CCAG-MI, le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations à l'acheteur dans un délai de 15 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 15 du CCAG-MI, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

10.1. Pénalités pour retard d'exécution

Toutes les pénalités prévues ci-dessous sont cumulables entre elles.

10.1.1. Pénalités pour le bon de commande Fourniture de FPM pour la caméra n°1 NectarCam

Si le délai d'exécution est dépassé les pénalités journalières sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 300$$

Dans laquelle :

- ➔ P = le montant des pénalités ;
- ➔ V = le montant HT des FPM de la caméra 1 concernée par le retard d'exécution ;
- ➔ R = le nombre de jours ouvrés de retard sur le délai d'exécution (celui sur lequel s'est engagé le titulaire).

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution stipulé dans le présent document est expiré.

10.1.2. Pénalités pour le bon de commande Fourniture de FPM pour les caméras 1, 2, 3, 4 et 5 NectarCam

Si le délai d'exécution est dépassé, les pénalités journalières calculées par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 400$$

Dans laquelle :

- ➔ P = le montant des pénalités ;
- ➔ V = le montant HT des FPM de la caméra concerné par le retard d'exécution ;
- ➔ R = le nombre de jours ouvrés de retard sur le délai d'exécution (celui sur lequel s'est engagé le titulaire).

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution stipulé dans le présent

document est expiré.

10.1.3. Pénalités pour le bon de commande Fourniture de FPM pour une caméra NectarCam

Si le délai global d'exécution est dépassé, les pénalités journalières calculées par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 400$$

Dans laquelle :

- ➔ P = le montant des pénalités ;
- ➔ V = le montant HT des FPM de la caméra concernée par le retard d'exécution ;
- ➔ R = le nombre de jours ouvrés de retard sur le délai d'exécution (celui sur lequel s'est engagé le titulaire).

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution stipulé dans le présent document est expiré.

10.2. Pénalités pour manquement à une obligation contractuelle

En cas de manquement à une obligation contractuelle (défaut de stockage, non-respect de l'échelonnement dans la livraison pour la prestation « Fourniture de FPM pour les caméras 1, 2, 3, 4 et 5 NectarCam », le titulaire peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire égale à 250 euros par constat, sans mise en demeure préalable. Cette pénalité peut être cumulée avec les pénalités de retard prévues à l'article 10.1.

10.3. Pénalités pour déport des prestations non autorisé

Dans le cas où le titulaire a déporté les prestations sans l'accord expresse et préalable de l'IRAP, l'acheteur peut appliquer sans mise en demeure une pénalité journalière forfaitaire de 2 000.00 € jusqu'au rétablissement de la situation en conformité avec le marché.

10.4. Pénalité pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail

En application des dispositions de l'article L. 8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, l'acheteur enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser la situation et peut appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 2 000 euros. Le titulaire, ainsi mis en demeure de faire cesser cette situation, doit apporter au CNRS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

A défaut de correction par le titulaire des irrégularités signalées dans le délai mentionné par le CNRS, la personne responsable de l'accord-cadre peut résilier le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

10.5. Pénalités pour non-respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD), des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-MI, le titulaire peut, sur décision de l'acheteur, se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

En application de l'article 5 du CCAG-MI, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données personnelles, aux obligations de confidentialité ou encore aux mesures de sécurité, l'acheteur peut appliquer au Titulaire une pénalité journalière de 250 euros par méconnaissance constatée par le CNRS jusqu'au rétablissement de la situation en conformité avec la réglementation.

En cas de non-respect des obligations contractuelles, l'acheteur peut appliquer au Titulaire une pénalité journalière de 250 euros par méconnaissance constatée par le CNRS jusqu'au rétablissement de la situation en conformité avec les obligations contractuelles.

11 CLAUSES DE FINANCEMENT

11.1. Bon de commande : Fourniture de FPM pour les caméras 1, 2, 3, 4 et 5 NectarCam

a. Avance

Le titulaire dispose de deux options :

1) Soit en application de l'option B de l'article 12.1 du CCAG-MI :

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 5% (10% pour les PME/TPE) du montant TTC de la partie minimale notifiée est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre, sans formalité, si ce montant est supérieur à 50 000 € HT et si la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois.

2) Soit par dérogation à l'article B de l'article 12.1 du CCAG-MI :

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 35% du montant TTC de la partie minimale notifiée est versée, **sous réserve que le titulaire constitue une garantie à première demande** conformément aux articles L2191-17 et R2191-36, R2191-37 à R2191-41 du Code de la commande publique. L'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la garantie à première demande.

Dans l'hypothèse où le titulaire de l'accord-cadre peut prétendre au versement d'une avance, il est invité à indiquer dans son offre s'il souhaite en bénéficier (en précisant l'option : avance de 5% (ou 10 % si TPE/PME) ou avance de 35% (garantie à première demande) ou s'il y renonce, en complétant la rubrique B4 de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI). Cette avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance ne donne pas lieu à l'émission d'une facture par le titulaire.

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci à l'acheteur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter, au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

En application des articles R2191-11 et R2191-12, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre de solde ou d'acompte. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande concerné.

Conformément à l'article R2191-19 du Code de la commande publique, il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant du bon de commande concerné.

Le remboursement de l'avance ne donne pas lieu à déduction sur la (les) facture(s) émises par le titulaire au titre des acomptes et/ou du solde.

b. Acomptes

Le Titulaire peut bénéficier d'acomptes selon les modalités indiquées dans le tableau ci-dessous.

Les acomptes sont calculés en fonction de l'avancement global de l'exécution des prestations ouvrant droit à un tel versement. Les acomptes sont payés sur production d'un procès-verbal d'admission provisoire signé du Directeur de l'IRAP ou de son représentant, après émission d'une facture par le titulaire.

Caméras	Quantité de FPM et spares associés à fournir	Acomptes
Caméra 1	46+ 8 IB + 10 HVPA +21 DU	Prix indiqué à l'annexe 1 à l'ATTRI, article 1.1 Partie minimale de l'accord-cadre, tableau 2 Partie minimale – prix par caméra, ligne Prestation a_ Fourniture FPM et spares associés pour la caméra 1
Caméra 2	275 FPM + 8 IB + 10 HVPA +21 DU	Prix indiqué à l'annexe 1 à l'ATTRI, article 1.1 Partie minimale de l'accord-cadre, tableau 2 Partie minimale – prix par caméra, ligne Prestation b_ Fourniture FPM et spares associés pour la caméra 2
Caméra 3	275 FPM + 8 IB +	Prix indiqué à l'annexe 1 à l'ATTRI, article 1.1 Partie minimale de l'accord-cadre,

	10 HVP + 21 DU	tableau 2 Partie minimale – prix par caméra, ligne Prestation c _ Fourniture FPM et spares associés pour la caméra 3
Caméra 4	275 FPM + 8 IB + 10 HVP + 21 DU	Prix indiqué à l'annexe 1 à l'ATTRI, article 1.1 Partie minimale de l'accord-cadre, tableau 2 Partie minimale – prix par caméra, ligne Prestation d _ Fourniture FPM et spares associés pour la caméra 4

c. Solde

Caméras	Quantité de FPM et spares associés à fournir	Solde
Caméra 5	275 FPM + 8 IB + 10 HVP + 21 DU	Prix indiqué à l'annexe 1 à l'ATTRI, article 1.1 Partie minimale de l'accord-cadre, tableau 2 Partie minimale – prix par caméra, ligne Prestation e _ Fourniture FPM et spares associés pour la caméra 5

Le solde est payé à l'admission définitive des prestations sur production d'un procès-verbal d'admission signé par le Directeur de l'IRAP ou de son représentant, suite à l'émission d'une facture par le titulaire.

11.2 Bon de commande : Fourniture de FPM pour une caméra NectarCam

a. Avance

Le titulaire dispose de deux options :

1) Soit en application de l'option B de l'article 12.1 du CCAG-MI :

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 5% (10% pour les PME/TPE) du montant TTC du bon de commande notifié est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre, sans formalité, si ce montant est supérieur à 50 000 € HT et si la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois.

2) Soit par dérogation à l'article B de l'article 12.1 du CCAG-MI :

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 35% du montant TTC du bon de commande notifié est versée, sous réserve que le titulaire constitue une garantie à première demande conformément aux articles L2191-17 et R2191-36, R2191-37 à R2191-41 du Code de la commande publique. L'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la garantie à première demande.

Dans l'hypothèse où le titulaire de l'accord-cadre peut prétendre au versement d'une avance, il est invité à indiquer dans son offre s'il souhaite en bénéficier (en précisant l'option : avance de 5% (ou 10 % si TPE/PME) ou avance de 35% (garantie à première demande) ou s'il y renonce, en complétant la rubrique B4 de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI). Cette avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance ne donne pas lieu à l'émission d'une facture par le titulaire.

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci à l'acheteur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter, au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

En application des articles R2191-11 et R2191-12, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre de solde ou d'acompte. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande concerné.

Conformément à l'article R2191-19 du Code de la commande publique, il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant du bon de commande concerné.

Le remboursement de l'avance ne donne pas lieu à déduction sur la (les) facture(s) émises par le titulaire au titre des acomptes et/ou du solde.

b. Acomptes

Dans le cas où le bon de commande a pour objet la commande de FPM pour une (1) caméra :

Aucun acompte n'est prévu.

Dans le cas où le bon de commande a pour objet la commande de FPM pour plusieurs caméras simultanément (2 ou plus) :

Dès lors que la fourniture de FPM pour l'équivalent d'une (1) caméra est admise, un acompte correspondant à son montant est versé. Le montant est celui indiqué par le titulaire à l'article 1.2 de l'annexe 1 à l'ATTRI.

c. Solde

Dans le cas où le bon de commande a pour objet la commande de FPM pour une (1) caméra :

Le solde est payé à l'admission définitive des prestations sur production d'un procès-verbal d'admission signé par le Directeur de l'IRAP ou de son représentant, suite à l'émission d'une facture par le titulaire.

Dans le cas où le bon de commande a pour objet la commande de FPM pour plusieurs caméras (2 ou plus) :

Le solde (correspondant aux FPM de la dernière caméra à livrer par le titulaire) est payé à l'admission définitive des prestations sur production d'un procès-verbal d'admission signé par le Directeur de l'IRAP ou de son représentant, suite à l'émission d'une facture par le titulaire.

Le solde est payé à l'admission définitive des prestations sur production d'un procès-verbal d'admission signé par le Directeur de l'IRAP ou de son représentant, suite à l'émission d'une facture par le titulaire.

11.3 Bon de commande : Prestation de stockage

Le paiement du montant du bon de commande est effectué à terme à échoir.

11.4 Bon de commande : Prestations X-Ray Inspection des cartes IB et HVPA

a. Avance

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 5% (10% pour les PME/TPE) du montant TTC du bon de commande notifié est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre, sans formalité, si ce montant est supérieur à 50 000 € HT et si la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois.

Dans l'hypothèse où le titulaire de l'accord-cadre peut prétendre au versement d'une avance, il est invité à indiquer dans son offre s'il souhaite en bénéficier ou s'il y renonce, en complétant la rubrique B4 de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI).

Cette avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance ne donne pas lieu à l'émission d'une facture par le titulaire.

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci à l'acheteur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter, au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

En application des articles R2191-11 et R2191-12, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre de solde ou d'acompte. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande concerné.

Conformément à l'article R2191-19 du Code de la commande publique, il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant du bon de commande concerné.

Le remboursement de l'avance ne donne pas lieu à déduction sur la (les) facture(s) émises par le titulaire au titre des acomptes et/ou du solde.

b. Acompte

Sans objet.

c. Solde

Le solde est payé à l'admission définitive des prestations (réception et validation des livrables associés cf. articles 9.3.4 et 9.4.4 du CCTP) sur production d'un procès-verbal d'admission signé par le Directeur de l'IRAP ou de son représentant, suite à l'émission d'une facture par le titulaire.

12 MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DES PRESTATIONS OBJET DE L'ACCORD-CADRE

12.1. Unité monétaire

L'accord-cadre est conclu en Euro (€).

12.2. Facturation électronique

Conformément aux articles D2192-1 à R2192-3 du Code de la commande publique relatifs à la facturation électronique, le titulaire doit transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfi.finances.gouv.fr/cpp/>

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest : 16, avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse cedex 4

Le Comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Occitanie Ouest - BP 24367 - 16, Avenue Édouard Belin - 31055 Toulouse cedex 4.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement du marché est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest.

Les informations remplacées par des xxx seront portées à la connaissance du titulaire.

12.3. Présentation des demandes de paiement

Les paiements par virements administratifs seront effectués sur présentation d'une facture visée par le Directeur de l'Unité ou son représentant pour attestation de service fait.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- Le numéro SIRET du CNRS : 180 089 013 03720,
- Le code service de l'entité CNRS facturée : UMR5277

L'adresse de facturation est la suivante :

CNRS
CNRS SCTD 2680 / UMR5577
2 rue Jean Zay
TSA 61004
54519 VANDOEUVRE LES NANCY CEDEX France

Les factures doivent comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :

- ➡ la référence de la présente consultation (consultation N°25.14.003),

- le N° de l'accord-cadre en 202XXXX (tel que fournit au titulaire lors de leur notification),
- le nom du projet : fourniture et livraison de FPM pour le projet NectarCam pour le compte de l'IRAP-CNRS
- le numéro du ou des bons de commande (au format suivant 2680L0XXXXX),
- les nom et adresse du destinataire des prestations,
- la date d'exécution,
- la désignation exacte de la prestation livrée,
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS : FR40 180 089 013,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire,
- **Les numéros de SIRET du Titulaire et du CNRS (180.089.013.03720)**

12.4. Délai de paiement – intérêts moratoires

Le paiement interviendra, après admission des prestations, dans un délai maximal de 30 jours conformément aux dispositions des articles L 2192-10 et R2191-20 à 22 et R2192-10 du code de la commande publique. Le délai de paiement fixé à 30 jours, se décompte à partir de la date de réception de la facture par le CNRS. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par le CNRS – à défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours est prise en compte.

En cas de dépassement du délai de paiement, l'acheteur s'engage à verser au Titulaire des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

12.5. Règlement des prestations

Le paiement est fait en euro (€) par virement bancaire au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son relevé d'identité bancaire (RIB) original, tel que mentionné dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son RIB.

12.6. Comptable assignataire – Cession de créances de l'accord-cadre

Le Comptable assignataire est l'Agent Comptable Secondaire du CNRS Délégation Occitanie Ouest - 16, Avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.

Les cessions de créance doivent être notifiées à l'agent comptable.

La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances est le Délégué Régional du CNRS Occitanie Ouest, 16, Avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.

13 ASSURANCE

Le Titulaire de l'accord-cadre doit justifier sur demande de l'acheteur, au moment de la consultation, puis en cours d'exécution de l'accord-cadre, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'acheteur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours francs à compter de la demande de l'acheteur.

14 RESILIATION

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/MI

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 41 à 45 du CCAG-MI

14.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-MI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général de l'accord-cadre par l'acheteur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire égale à 2% du prix des prestations déjà commandés à la date de la décision de résiliation.

14.2. Résiliation pour inexactitude des documents et renseignements communiqués

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.3. Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 LITIGES RELATIFS A L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français.

Pour tous les litiges à naître et de ses suites qui ne pourraient être résolus à l'amiable, l'attribution expresse de juridiction est donnée au tribunal administratif de Toulouse.

16 OBLIGATION DE RESULTAT, D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Les prestations exécutées sur la base de cet accord-cadre sont assorties d'une obligation de résultat pour le Titulaire. Celui-ci doit réaliser les prestations, notamment dans des conditions de délais, de prix, de qualité, de sécurité, de

performance conformes aux engagements mentionnés dans les documents contractuels.

Pour l'ensemble de l'obligation de résultat, le Titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses éventuels sous-traitants, co-traitants ou fournisseurs. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage notamment, au terme d'une démarche active et dans les délais et selon les objectifs prévus, à conseiller, informer et mettre en garde le pouvoir adjudicateur afin que les prestations soient fournies conformément aux dispositions contractuelles.

Le titulaire a une obligation de conseil et d'information vis-à-vis du pouvoir adjudicateur :

- Assurer un support technique gratuit et illimité pendant les jours ouvrés et ce pendant toute la durée de l'accord-cadre. Le support téléphonique est accessible par téléphone (appel non surtaxé) et par courriel. Le titulaire a l'obligation de répondre à toutes questions techniques relatives aux prestations susceptibles d'être posées par le titulaire. Le Titulaire s'engage sur un délai de réponse inférieur à 48H ouvrés. En cas de non-respect du délai dûment constaté, le CNRS peut appliquer la pénalité prévue à l'article 10.2 pour manquement à une obligation contractuelle
- Informer régulièrement le pouvoir adjudicateur de tout événement ou circonstance susceptible, notamment, d'affecter le contenu, la continuité, la qualité ou le coût des prestations.

Le Titulaire s'engage à coopérer et collaborer avec le pouvoir adjudicateur ainsi qu'avec tous autres interlocuteurs désignés par le pouvoir adjudicateur agissant dans le cadre de la réalisation des prestations, et notamment à :

- Collaborer avec le personnel du Pouvoir adjudicateur et les prestataires du pouvoir adjudicateur ;
- Participer à toute réunion de coordination prévues dans le cadre du suivi d'exécution de l'accord-cadre ;
- Fournir toute information qui pourrait être utile au pouvoir adjudicateur dans l'exécution des tâches qui leur incombent.

Le titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

17 DROITS DE PROPRIÉTÉ ET CONFIDENTIALITÉ

Le CNRS demeure propriétaire des éléments communiqués au titulaire ainsi que du savoir-faire et des connaissances mis en œuvre par le CNRS/IRAP pour permettre au Titulaire d'exécuter l'accord-cadre. En conséquence, toute amélioration du savoir-faire demeurera la propriété du CNRS.

Dans la mesure où, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre, le CNRS/IRAP met à la disposition du Titulaire des données ou d'une manière générale, des éléments soumis au régime de la propriété intellectuelle et industrielle, le CNRS garantit qu'il dispose des droits nécessaires à cette mise à disposition ou prend toutes les dispositions notamment contractuelles, nécessaires à cette mise à disposition, pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Tous les renseignements, documents et objets qui seraient communiqués au Titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre devront être considérés comme strictement confidentiels au sens de l'article 5 du CCAG-MI. Il en va de même pour toutes les données auxquelles les personnels du Titulaire pourraient avoir accès.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, de tout élément connu dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'oblige à aviser immédiatement le CNRS de tout projet de modification relatif à une éventuelle restructuration industrielle et de tout audit de son entreprise de nature à remettre en cause les conditions d'exécution qui le lient au CNRS.

18 SOUS-TRAITANCE ET DECLARATION DES ACTEURS CLES

18.1. Généralités

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3, le titulaire d'un marché public peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

Prestations pouvant être sous-traitées :

- fabrication et design des bancs,
- stockage,
- livraison.

Toutes les autres prestations prévues dans le CCTP ne peuvent pas être sous-traitées

18.2. Déclaration d'un sous-traitant

Les sous-traitants relevant du champ d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée par l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, doivent être présentés à l'acheteur pour acceptation, soit lors de la remise des offres soit en cours d'exécution de l'accord-cadre (articles R2193-1 à R2193-3).

La demande portant sur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement est sollicitée conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le titulaire doit remettre au CNRS contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement seront établis conformément à l'article R2193-4 du Code.

18.3. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse au CNRS sa facture ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le Titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La somme à régler inclut la TVA.

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues aux articles R2193-11 à R2193-12 du code de la commande publique.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

La liquidation des comptes en cas de résiliation de l'accord-cadre s'applique également aux sous-traitants.

18.4. Déclaration des acteurs clés

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire peut avoir recours à des prestataires externes qui, sans avoir la qualité de sous-traitant au sens du Code de la commande publique, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'exécution des prestations. Le titulaire doit donc, concernant ces prestataires externes :

- Les déclarer dans son offre en indiquant : l'identité du prestataire,
- Déclarer tout changement ou introduction de prestataire pendant le cours de l'exécution de l'accord-cadre. Dans le cas où le CNRS estimerait que cette modification est de nature à compromettre la bonne exécution des prestations ou ne présente pas les garanties suffisantes, il peut refuser cette modification par une décision motivée. Le titulaire doit alors, soit exécuter lui-même les prestations, soit proposer un autre prestataire que le CNRS peut agréer. En l'absence d'une telle déclaration ou de modification malgré le refus du CNRS, cette modification s'analysera comme le non-respect d'une obligation contractuelle et constituera une faute émise par le titulaire, les pénalités afférentes pourront être appliquées.

19 MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL

Obligations des parties

Certaines données transmises par l'acheteur au Titulaire en application de l'accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

L'acheteur et le Titulaire assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Obligations du « sous-traitant » au sens du RGPD

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans l'accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par l'acheteur. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'acheteur.

Le cas échéant, le Titulaire collabore avec l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'acheteur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'acheteur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'acheteur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession de l'accord-cadre sans l'accord écrit préalable de l'acheteur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations de l'accord-cadre. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre de l'accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier à l'acheteur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le Titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

Open data

Dans le cadre d'une démarche Open data, conformément à la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 codifiée dans le code des relations entre le public et l'administration, ainsi que dans la perspective de l'application de la directive 2013/37/UE du 26 juin 2013 modifiant la directive du 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public, le titulaire de l'accord-cadre fournit à l'acheteur, dans des standards ouverts (c'est-à-dire selon l'article de la LCEN du 21 juin 2004 « tout protocole de communication, d'interconnexion ou d'échange et tout format de données interopérable et dont les spécifications techniques sont publiques et sans restriction d'accès ni de mise en œuvre ») les données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Il autorise par ailleurs l'acheteur, ou un tiers désigné par celui-ci, à extraire et exploiter librement tout ou partie de ces données et bases de données notamment en vue de la mise à disposition à titre gratuit des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

Sont expressément exclues de cette démarche les données personnelles ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle.

L'accès à ces données pourra se faire notamment sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et obligations rattachés aux données.

20 CLAUSE ZRR (ZONE A REGIME RESTRICTIF)

Lorsque les prestations sont exécutées dans une zone à régime restrictif, le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à respecter la politique et les mesures de sécurité et de confidentialité spécifiques qui lui sont communiquées par l'établissement. Suivant le niveau de sécurité requis, le titulaire et ses sous-traitants peuvent être soumis à un régime d'autorisation préalable. Les démarches sont effectuées par le titulaire par l'intermédiaire du CNRS.

Le titulaire et ses sous-traitants acceptent que le CNRS ou toutes autorités habilitées puissent procéder à des contrôles de l'application des mesures de sécurité et de confidentialité sur lesquelles ils se sont engagés.

Le titulaire et ses sous-traitants déclarent avoir fait prendre connaissance de ces dispositions aux personnels affectés à l'exécution des prestations.

20.1. Mesures de sécurité

En complément de l'article 5.3 du CCAG-MI, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité particulières s'appliquent, ou concernent des informations considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le Titulaire, ses personnels et ses éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer aux dispositions édictées ci-après et à la réglementation applicable en la matière.

Le Titulaire ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-MI.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) introduite par les dispositions des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011 et du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (applicable à compter du 1er janvier 2025) prévoit des dispositions de contrôle de l'accès physique ou virtuel aux Zones à Régime Restrictif (ZRR).

À ce titre, le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants peuvent être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque l'exécution des prestations est susceptible de concerner les informations relevant d'une ZRR.

20.2. Autorisation d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès physique ou virtuel à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense

(FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à remplir un formulaire de renseignements comprenant a minima les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son personnel ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle du personnel visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle du personnel si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des informations ou données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet du marché.

Les informations demandées au Titulaire ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent article, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre du marché.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis par le Titulaire est conservée par le CNRS. Conformément à la réglementation, le refus d'autorisation d'accès n'est pas motivé.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer immédiatement un personnel remplaçant, de niveau et compétences équivalents, qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite au présent article.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le bénéficiaire d'une autorisation d'accès à une ZRR délivrée dans les conditions prévues à l'article R. 413-5-1 du code pénal est tenu d'informer le CNRS de tout changement de situation susceptible d'affecter l'appréciation portée sur son droit d'accès (à compter du 1er janvier 2025).

Précisions relatives aux sous-traitants du Titulaire :

Dès lors que l'exécution des prestations du marché a lieu dans une ZRR, les sous-traitants du Titulaire sont soumis aux dispositions générales relatives à la sous-traitance au sens des articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique et aux mesures de sécurité particulières visées aux articles 1.1 et 1.2 ci-dessus au titre de la PPST (dont la procédure d'agrément préalable).

Les conditions d'agrément des sous-traitants au sens du droit de la commande publique sont celles prévues à l'article 18 du présent CCAP.

Au titre de la PPST, le CNRS se réserve le droit de refuser l'accès physique ou virtuel du sous-traitant du Titulaire à la ZRR sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser après vérification et agrément préalable suivant la procédure prévue à l'article 20.2.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations prévues à cet article et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles issues de la PPST et de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier, sans indemnité, le marché pour faute du Titulaire et à ses frais et risques.

20.3. Mesures de portée générale

Lorsque la PPST l'exige, le Titulaire du marché et ses personnels doivent se conformer à la procédure interne en vigueur au CNRS, en particulier les dispositions spécifiques applicables aux ZRR détaillées en annexe du règlement intérieur (RI) de l'unité concernée par l'exécution des prestations. Le RI de l'unité est transmis au Titulaire lors de la notification du marché [OU] de l'accord-cadre. En cas de modification du RI, le CNRS notifie la version modifiée au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à transmettre ce RI d'unité à ses éventuels sous-traitants et s'assure du respect de ses dispositions.

Les personnels du Titulaire ainsi que ses sous-traitants participant à l'exécution des prestations du présent marché ne doivent en aucune façon accéder à des informations classifiées.

Ils doivent se conformer strictement aux règles de protection des données sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent marché, ainsi qu'au RI de l'unité, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au CNRS.

Les personnels du Titulaire et ses sous-traitants ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés et nécessaires pour l'exécution du présent marché.

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants à avoir connaissance des données sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels et ses sous-traitants à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre du marché en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent contrat.

Le non-respect par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants des prescriptions de sécurité prévues au titre du présent marché peut entraîner la résiliation du contrat pour faute du Titulaire, sans indemnité.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés sont conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation et à l'exécution du présent marché sont restitués au CNRS au terme du contrat, sans délai.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent marché.

21 CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société,
- A la forme de la société,
- A la raison sociale de la société ou sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social,
- A son compte bancaire,
- A son capital social,
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, l'acheteur ne saurait être tenu responsable des retards de paiement qui pourraient résulter d'un défaut d'information.

22 CLAUSES PARTICULIERES

◇ L'exécution de l'accord-cadre est auditable par le CNRS.

Le titulaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution de l'accord-cadre, à répondre à leurs questions et à effectuer les mesures éventuelles nécessaires.

◇ L'accord-cadre ne pourra faire l'objet de cession partielle ou totale par le Titulaire à tout tiers de son choix qu'après

accord écrit et préalable du CNRS.

23 DEROGATIONS AU CCAG-MI

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 33.1 et 34 du CCAG-MI

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 36.1 du CCAG-MI.

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 15 du CCAG-MI

L'article 12.1 du présent CCAP déroge à l'article 12.1 du CCAG-MI

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 45 du CCAG-MI.